



Communiqué de soutien à la manifestation organisée à Saint Lys

Le 5 février 2023

Le collectif des Maires pour le Bien Commun apporte son soutien aux citoyens de Saint Lys (Haute Garonne) réunis le 11 février 2023 pour dire un **NON ferme et définitif** au projet d'installation dans la commune d'un CEPAR, centre de préparation au retour. Les migrants en fin de droit signent, paraît-il, une déclaration "sur l'honneur" qu'ils vont repartir de France. Le taux d'exécution des expulsions n'ayant jamais été aussi bas que sous la présidence d'Emmanuel Macron (moins de 10% en 2020 et 2021)¹, il est impossible de faire confiance à ce genre de déclaration. La réalité est que les centaines de milliers d'étrangers présents en France illégalement bénéficient, dans leur immense majorité, d'un accueil illimité aux frais du contribuable français.

Cet accueil illimité se fait spécialement au détriment des retraités ou des déshérités français qui, payant toute leur vie impôts et cotisations sociales, vivent de plus en plus nombreux sous le seuil de pauvreté dans leur propre patrie. Ces Français déshérités, que nous côtoyons chaque jour dans nos communes, rappellent à notre trop « généreux » gouvernement, que, selon le mot d'un premier ministre socialiste alors en exercice, Michel Rocard, le 3 décembre 1989, il est impossible d'accueillir chez nous « *toute la misère du monde* »². **Dans le cas de Saint Lys, ce projet de CEPAR supprimerait les 65 emplois locaux que le projet alternatif compte défendre et maintenir.**

Au-delà de Saint Lys, il faut savoir que le projet gouvernemental vise à mailler tout le territoire français de tels « centres d'accueil ». Ce projet n'est pas seulement utopique : il est destructeur. L'objectif d'intégration d'une population immigrée sans cesse croissante, que la France n'a pas pu intégrer durant plusieurs décennies alors que son afflux était moindre, est **une utopie mortelle pour notre pays et notre civilisation.**

À ceux qui pourraient estimer que notre refus est un repli sur soi, une absence d'humanité, il faut rappeler que ce refus est au contraire une position humaine et parfaitement raisonnable.

Il est humain et raisonnable de refuser l'imposition dans nos communes de personnes déracinées, non intégrées, à qui nous ne pourrions pas donner de travail, et dont la présence supprimera nos emplois locaux.

¹ <https://www.publicsenat.fr/article/politique/meurtre-de-lola-y-a-t-il-vraiment-une-baisse-des-obligations-de-quitter-le>

² Michel Rocard le 3 décembre 1989 dans l'émission 7 sur 7 sur TF1 : « **je pense que nous ne pouvons pas héberger toute la misère du monde, que la France doit rester ce qu'elle est, une terre d'asile politique — nous sommes signataires de la Convention de Genève qui prévoit de donner accueil à tous ceux dont les libertés d'expression ou dont les opinions sont réprimées sur place — mais pas plus.** »
https://fr.wikipedia.org/wiki/La_France_ne_peut_pas_accueillir_toute_la_mis%C3%A8re_du_monde

Il est humain et raisonnable de dénoncer les conséquences inhumaines d'une idéologie mondialiste qui traite les hommes comme des matériaux, qui fait des flux migratoires un instrument de déracinement des migrants et de déstabilisation des pays d'accueil pour dissoudre les identités nationales.

Notre collectif d'élus a expliqué plus en détails les raisons de notre refus de cet accueil incontrôlé d'étrangers dans deux brèves études : « Pas de récupération politique » et « L'accueil de l'étranger, un devoir d'humanité ? »³. **Nous appelons élus et citoyens à signer le manifeste que nous avons rédigé pour signifier le refus des Français de cette violence gouvernementale contre nos communes.** Nous invitons les Français :

- à signer le manifeste sur notre site mairespourlebiencommun.fr
- et à le faire signer largement autour d'eux, par leurs élus et concitoyens.⁴

Notre position s'enracine dans l'expérience. Nous savons depuis 2300 ans, depuis l'analyse historique d'Aristote, que parmi les causes de ruine des sociétés, l'une des principales est l'admission de nouveaux arrivants en trop grand nombre sur un territoire où ils ont naturellement tendance à imposer leur domination aux dépens des populations qui les accueillent.⁵ Aristote mentionne de nombreuses cités grecques subverties, prises – le plus souvent de force – par les nouveaux arrivants. Ces exemples se sont répétés dans l'histoire: le Liban « multiculturel », qui a sombré dans le chaos et le désespoir, en est le témoignage le plus récent.

Le collectif des Maires pour le Bien Commun appelle les maires de France, qui seront de plus en plus nombreux à être confrontés à ces projets dangereux, à se mobiliser pour faire connaître au Gouvernement **notre refus de cette répartition des étrangers dans nos campagnes.** Nous refusons de voir nos campagnes exposées demain à la même insécurité, au déchaînement de violence et de criminalité que les métropoles subissent depuis des décennies. Ces désastres sont en partie issus d'une politique d'immigration irresponsable et délétère.

L'échec du projet de Callac, en Bretagne, montre que la résistance est efficace : courage aux habitants de Saint Lys !

Le collectif des Maires pour le Bien Commun

³ <https://www.mairespourlebiencommun.fr/%C3%A9tudes>

⁴ <https://www.mairespourlebiencommun.fr/copie-de-signature-manifeste>

⁵ Aristote, *Politique*, Livre VIII (*Théorie générale des révolutions*).